



## DÉCISION N° DEC\_05\_2026

### D'ESTER EN JUSTICE DEVANT LA COUR D'APPEL DE MARSEILLE ET DÉSIGNANT UN AVOCAT

Le Maire de la Commune de Solliès-Ville,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2122-22 relatif aux délégations du conseil municipal au maire,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal n° 34/2020 en date du 31 août 2020 portant délégations consenties au Maire par le conseil municipal,

**Vu** la délégation consentie au Maire pour « intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction »,

**Vu** le jugement rendu le 21 octobre 2025 par le Tribunal Administratif de TOULON rejetant la requête déposée par FREE MOBILE pour annuler la décision d'opposition du 26 octobre 2022 à la Déclaration Préalable n° 083 132 22 T0041 relative à l'implantation d'une station relais de téléphonie mobile sur un terrain sis lieudit « la Colle Sud » cadastré section D n° 973,

**Vu** la requête déposée le 20 décembre 2025 par FREE MOBILE devant la Cour Administrative d'Appel de MARSEILLE contre le jugement du Tribunal Administratif de TOULON,

**Considérant** qu'il y a lieu de défendre les intérêts de la commune dans le cadre de cette affaire

### DÉCIDE

Article 1<sup>er</sup> : De désigner le Cabinet ITEM AVOCATS – Bureau de Toulon à LA VALETTE-DU-VAR, représentée par Maître David FAURE-BONACCORSI – Avocat associé, pour représenter et défendre les intérêts de la commune, dans le cadre de cette affaire devant la Cour Administrative d'Appel de MARSEILLE.

Article 3 : La secrétaire générale et le comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à Monsieur le Préfet du Var.

Fait à Solliès-Ville, le 28 janvier 2026

Le Maire,  
Nicolas GERARDIN



Certifié exécutoire compte tenu de :  
- la transmission en préfecture du Var le **28 JAN. 2026**

- la publication le **28 JAN. 2026**

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.